



Bezons, le 27 octobre 2020

Lettre ouverte à un nouvel administrateur

Monsieur Edouard Philippe,

Après avoir accepté la charge de premier ministre de la France, vous avez accepté celle d'administrateur du Groupe ATOS.

A l'occasion de votre prise de fonction ce jour, les organisations syndicales du Groupe en France tiennent à vous faire part de leur analyse de la situation économique et sociale qui est très contrastée.

En effet, les résultats économiques du Groupe en France et dans le monde ont été excellents au titre de l'année 2019 et très positifs au titre du premier semestre 2020.

En effet, avec au niveau de la France au 30 juin une rentabilité de 5,5% cette année contre 6,0% l'année dernière, nous considérons que les résultats sont bons malgré la crise sanitaire en cours.

Ceci n'est guère surprenant compte tenu de la nature de notre activité et de l'implication des salariés français qui ont assuré pour 92% d'entre eux la continuité de l'activité opérationnelle en plein confinement.

Dès lors, le moins que l'on puisse constater est que cet investissement sans faille n'est guère reconnu au-delà des remerciements de façade.

Citons une menace latente et permanente sur l'emploi dans notre pays confirmé par le plan en cours « d'offshorisation » d'une partie des fonctions supports et par l'intervention du nouveau directeur opérationnel dans les instances.

Citons le gel des salaires au titre de la politique salariale 2020 annoncé récemment malgré la bonne performance sur l'année 2019 et la bonne tenue économique du Groupe pour l'année en cours.

Citons l'absence de la moindre prime d'intéressement ces dernières années et le versement d'une prime de participation ridicule qui confine à la provocation.

Les organisations syndicales tiennent à vous alerter sur cette situation susceptible d'entretenir un climat social de plus en plus délétère et tiennent à réaffirmer devant vous leurs revendications de justice sociale :

- Maintien et développement des emplois en France
- Reconnaissance de l'investissement des salariés par une politique salariale motivante avec des augmentations générales à minima au niveau de l'inflation

Nous constatons au contraire que la direction générale a décidé de privilégier les critères de rentabilité financière au détriment de l'emploi et des garanties sociales des salariés français.

Nous ne pouvons l'accepter et nous tenons à votre disposition pour échanger à ce sujet si vous le jugez utile.

Alia Iassamen, CFDT : alia.iassamen@atos.net

Olivier Debroye, CFE CGC : olivier.debroye@atos.net

François Husseini, CFTC : francois.husseini@atos.net

Emmanuel Kilgus, CGT : emmanuel.kilgus@atos.net

Lionel Bérenger, FO : lionel.berenger@atos.net

Fabrice Lorigoux, Specis UNSa : fabrice.lorigoux@atos.net